



COMMUNIQUÉ

Il reste 50 jours pour mettre l'industrie au cœur du débat des présidentielles

Le Groupe des Fédérations Industrielles (GFI), la Fédération des Industries Mécaniques (FIM), l'Union des Industries Textiles (UIT) et le Mouvement des Entreprises de Taille Intermédiaire (METI) ont organisé hier matin, 28 février, un débat sur le thème « Reconquête industrielle : maintenant ou jamais ! ». Au cœur de ce débat, la compétitivité et l'enjeu que constitue la réforme de la fiscalité de production. Un enjeu qui n'est malheureusement pas au cœur des préoccupations des candidats invités.

Pas de réindustrialisation française sans allègement des taxes de production. C'est le constat fait par les participants au débat de ce matin : Yves Dubief, Président du Groupe Tenthorey et président de l'UIT (Union des Industries textiles), Henri Morel, Groupe Dom Security et Bruno Grandjean, président de Redex et président de la Fédération des Industries Mécaniques (FIM).

Entre 4 % et 8 % de la valeur ajoutée des entreprises sont captés par les taxes de production, explique Henri Morel, qui a identifié entre 19 et 22 taxes de production directes dans son entreprise et près de 150 indirectes. « *Les impôts pesant sur la production sont trop nombreux. Il serait plus logique d'en supprimer certains et notamment la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) et conserver le taux actuel de l'impôt sur les sociétés.* Bruno Grandjean complète : « *Partager les bénéfices avec la collectivité est normal. Taxer les investissements qui permettent de produire en France est antiéconomique* ».

Même si tous les candidats sont d'accord sur le fait que la France est une grande nation industrielle et qu'elle souhaite le rester, les réponses des représentants des candidats invités ont déçu l'assemblée des chefs d'entreprise rassemblés ce matin à la Maison de la Mécanique.

Eric Woerth, représentant de François Fillon, Laurent Baumel, représentant de Benoît Hamon et Bruno Bonnell, représentant d'Emmanuel Macron se sont en effet montrés très réservés sur la suppression des taxes de production malgré la proposition alternative des chefs d'entreprise de les remplacer par un impôt sur les bénéfices, à l'image de ce que fait notre partenaire allemand.

En conclusion, cette frilosité a été dénoncée et les patrons de PMI et ETI présents ont lancé un appel : « *Il est indispensable de placer dès maintenant l'industrie au cœur du débat de la présidentielle. Nous avons 50 jours pour convaincre les candidats du handicap que représente le boulet fiscal au pied de l'industrie française. 50 jours pour faire comprendre l'importance de l'investissement productif et pour assurer la compétitivité de l'industrie française au sein du Marché unique européen.* »

Courbevoie, le 1^{er} mars 2017

Contacts presse FIM

Isabelle Douvry - Téléphone : 01 47 17 60 30 - E-mail : idouvry@fimeca.org

Anne Gleyze - Téléphone : 01 47 17 60 29 - E-mail : agleyze@fimeca.org

A propos de la Fédération des Industrie Mécanique (FIM) :

En charge des intérêts économiques et techniques des 24 professions qu'elle regroupe, la Fédération des Industries Mécaniques a pour objectif d'aider les mécaniciens à concevoir, produire et vendre en France et l'international. Elle intervient ainsi sur des sujets d'intérêt commun aux mécaniciens dont elle se fait le porte-parole auprès des structures professionnelles. 1^{er} employeur industriel français avec 629 000 salariés, elle représente 30 200

entreprises et enregistre un CA annuel de 121,8 milliards d'euros dont près de la moitié à l'export. Plus d'information sur : www.fim.net